



Daily News 29 / 09 / 2023

Brussels, 29 September 2023

Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) commence à s'appliquer dans sa phase transitoire

Ce dimanche 1er octobre, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) entrera en application dans sa phase transitoire. Le CBAM est l'outil phare de l'UE pour lutter contre les fuites de carbone, et l'un des piliers centraux de l'ambitieux programme « Fit for 55 » de l'UE. Il permettra d'égaliser le prix du carbone entre les produits nationaux et les importations. Ainsi, les politiques climatiques de l'UE ne seront pas compromises par la délocalisation de la production vers des pays où les normes écologiques sont moins ambitieuses ou par le remplacement de produits européens par des importations à plus forte intensité de carbone. Le CBAM est une mesure compatible avec les règles de l'OMC qui encourage l'industrie mondiale à adopter des technologies plus écologiques et plus durables.

La phase de transition servira de période d'apprentissage pour toutes les parties prenantes (importateurs, producteurs et autorités). Elle permettra à la Commission européenne de recueillir des informations utiles sur les émissions incorporées, et d'affiner la méthodologie pour la période définitive, qui débutera en 2026. À partir de cette date, les importateurs devront acheter et restituer le nombre de "certificats CBAM" correspondant aux GES incorporés dans les produits CBAM importés.

La Commission met également progressivement à disposition des [outils détaillés](#) pour aider les entreprises à mettre en place le mécanisme de transition.

Un communiqué de presse est [disponible en ligne](#).

(Pour plus d'informations : Daniel Ferrie – Tél.: +32 2 298 65 00; Francesca Dalboni – Tél.: +32 2 298 81 70)

Lutte contre la violence à l'égard des femmes : la convention d'Istanbul entre en vigueur pour l'UE

Le 1 octobre, la convention d'Istanbul entrera en vigueur pour l'UE. **La convention d'Istanbul est un cadre juridique complet visant à protéger les femmes contre toutes les formes de violence.** Il vise à prévenir, à poursuivre et à éliminer la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, ainsi qu'à mettre en œuvre des politiques globales et coordonnées.

L'UE dans son ensemble accepte d'être liée par la convention et ses États membres devront mettre en œuvre des mesures. La vice-présidente chargée des valeurs et de la transparence, Vera **Jourová**, a déclaré : « *La violence à l'égard des femmes meurtrit l'ensemble de nos sociétés démocratiques. Une femme sur trois a subi des violences physiques ou sexuelles depuis l'âge de 15 ans. Trop d'entre elles ne le signalent pas. Trop de délinquants restent impunis. Nous devons agir et la convention d'Istanbul est notre réponse juridique pour renforcer les droits des femmes. Nous continuerons d'encourager les États membres à prendre les mesures nécessaires pour prévenir la violence à l'égard des femmes et garantir une protection et un soutien efficaces à toutes les victimes* ».

Helena **Dalli**, commissaire chargée de l'égalité, a déclaré : « *L'entrée en vigueur de la convention d'Istanbul constitue une étape importante pour l'UE. Ce cadre de référence reconnaît que la violence à l'égard des femmes constitue une violation de leurs droits fondamentaux. Pour que nous puissions tous et toutes vivre dans une Union européenne juste et équitable, les femmes et les filles doivent pouvoir vivre à l'abri de l'insécurité, de la peur et de la violence quotidiennes. L'entrée en vigueur historique d'aujourd'hui constitue un bon pas dans cette direction.*»

(Pour plus d'informations : Christian Wigand - Tél.: +32 2 296 22 53 ; Jördis Ferrolí - Tél.: +32 2 299 27 29, Marajke Slomka - Tél. : +32 2 298 26 13)

Europe's Beating Cancer Plan: First prototype of the Cancer Image Europe platform goes live

Today, the [European Cancer Imaging Initiative](#) has reached a first major milestone: as of today, the [Cancer Image Europe platform](#) **links up 36 datasets of images of 9 cancer types** (breast, colon, lung, prostate, rectum, liver, glioma, neuroblastoma, glioblastoma), for a total of **over 200,000 image series** of about **20,000 individuals**. A first version of the rules that will apply for data providers and users, as well as the operational procedures for the platform have also been published.

The Initiative aims to deliver a **European federated infrastructure of cancer images data to support healthcare providers, research institutes and innovators in making the best use of innovative data-driven solutions for diagnostics, cancer treatment and care, for the benefit of cancer patients.**

Thierry **Breton**, Commissioner for Internal Market, said: *"With the launch of the Cancer Image Europe platform, we are harnessing the power of data in our fight against cancer. We are paving the way towards a cross-border, interoperable and secure infrastructure for cancer imaging data in Europe, in line with EU values and rules. This will boost the development of new AI-driven technologies for better cancer care."*

Stella **Kyriakides**, Commissioner for Health and Food Safety, said: *"Digital technologies will revolutionise healthcare, especially when it comes to cancer detection, treatment and care. As part of Europe's Beating Cancer Plan, the European Cancer Imaging Initiative will be key in making early detection through screening more precise, timely and accessible and help us develop of the next generation of cancer diagnostics and treatments."*

In line with the [European Strategy for Data](#) and the [European Health Data Space](#), the European Cancer Imaging Initiative launched in December 2022 is one of the flagships of [Europe's Beating Cancer Plan](#). The Cancer Image Europe platform that is under the Initiative is supported by the [Digital Europe Programme](#) with **€18 million**. The [European Digital Innovation Hubs](#) under the Digital Europe Programme will support the rollout of the technologies that are relevant to this.

The first version of this digital infrastructure, delivered by the [European Federation for Cancer Images \(EUCAIM\) project](#), features a public catalogue of cancer imaging datasets from the repositories of EU-funded projects related to Artificial Intelligence for Health Imaging, as well as a search tool to understand the information available at the data providers' sites across EU.

More information is available [here](#).

(For more information: Johannes Bahrke – Tel.: +32 2 295 86 15; Stefan De Keersmaecker – Tel.: +32 2 298 46 80; Marietta Grammenou – Tel.: +32 2 298 35 83; Célia Dejond – Tel.: +32 2 298 81 99)

Nuit européenne des chercheurs : le plus grand événement scientifique d'Europe aura lieu dans 27 pays

Aujourd'hui, la [Nuit européenne des chercheurs](#), le plus grand événement européen de promotion du monde scientifique, se déroule dans 27 pays, dont plusieurs États membres de l'UE et pays associés à Horizon Europe. Les enfants, les jeunes et les familles auront la chance de découvrir le travail des chercheurs à travers des activités divertissantes telles que des présentations scientifiques, des expériences pratiques, des jeux et des concours. L'événement, qui attire plus d'un million et demi de visiteurs chaque année, met en valeur la diversité de la recherche et de l'innovation européennes, ainsi que leur impact sur la vie quotidienne des citoyens, et rapproche les scientifiques du grand public afin de stimuler l'intérêt pour les carrières de recherche, en particulier parmi les jeunes.

Iliana **Ivanova**, commissaire chargée de l'innovation, la recherche, la culture, l'éducation et la jeunesse, a déclaré : *« Cette année encore, le monde scientifique se réunit pour célébrer la Nuit européenne des chercheurs, allumant l'étincelle de la curiosité dans les yeux des visiteurs et de la prochaine génération de scientifiques. Je vous invite tous à faire partie de cette expérience unique pour découvrir les merveilles de la science et apprendre des chercheurs les plus compétents d'Europe. »*

Par ailleurs, dans le cadre de l'[Année européenne des compétences](#), les projets de la Nuit européenne des chercheurs organisent également tout au long de l'année des activités dans le cadre de l'initiative [Chercheurs dans les écoles](#), qui favorise l'interaction entre les chercheurs et les élèves des écoles primaires et secondaires. L'initiative touchera plus de 2 400 écoles et impliquera plus de 224 000 élèves d'ici fin 2024.

La Nuit européenne des chercheurs et Chercheurs dans les écoles sont des initiatives financées par les [actions Marie Skłodowska-Curie](#) de la Commission. Les visiteurs sont invités à consulter les sites internet des organisateurs pour plus d'informations sur les activités se déroulant dans leur pays et sur les modalités de participation. De plus amples informations sur les événements nationaux de la Nuit européenne des chercheurs sont disponibles [ici](#).

(Pour plus d'informations: Johannes Bahrke – Tél. : +32 2 295 86 15; Flore Boutier – Tél. : +32 2 296 60 43)

NextGenerationEU: Commission disburses second payment of €2.76 billion to Romania under the Recovery and Resilience Facility

Today's payment of **€2.76 billion in grants and loans** was made possible by **Romania's fulfilment of 49 milestones and targets** linked to the second instalment. They cover key reforms in the areas of the green and digital transition, such as the adoption of the decarbonisation law and the entry into force of the law for the governance of cloud services deployed in the public sector. Romania has also put forward reforms to improve its public policy delivery, promote tourism and culture, develop human resources in the health sector, improve tax collection and the sustainability of pensions, modernise the education system's infrastructure, as well as to strengthen the independence of the judiciary and the fight against corruption.

Payments under the RRF are performance-based and contingent on Romania implementing the investments and reforms outlined in its recovery and resilience plan.

On 16 December 2022, Romania submitted to the Commission a second request for payment of €2.8 billion under the RRF, covering 51 milestones and targets. On 27 June 2023, the Commission [adopted](#) a partially positive preliminary assessment of Romania's request for payment, having found that two milestones related to energy investments had not been satisfactorily fulfilled. The Commission acknowledged the first steps already taken by Romania to fulfil these outstanding milestones, though important work remains to be done. The steps to be taken under the 'payment suspension' procedure to give Member States additional time to fulfil outstanding milestones, are explained in this [Q&A document](#).

The opinion of the Economic and Financial Committee on Romania's payment request has paved the way for the Commission to adopt a decision on the disbursement of the funds linked to the 49 milestones and targets that have been assessed as satisfactorily fulfilled.

The **overall recovery and resilience plan of Romania** will be financed by **more than €29 billion in grants and loans**. The amounts of payments made to Member States are published on the [Recovery and Resilience Scoreboard](#). Romania already received a total pre-financing payment of €3.7 billion in December 2021 and January 2022 and €2.6 billion in October 2022, following the fulfilment of the 21 milestones and targets included in the first payment request.

More information on the RRF payment claim process can be found in this [Q&A document](#). More information on the Recovery and Resilience Plan of Romania can be found [here](#).

(For more information: Veerle Nuyts — Tel.: + 32 2 299 63 02; Tommaso Alberini - Tel: +32 2 295 70 10)

Moldova joins the EU Civil Protection Mechanism

Today, the EU and Moldova sign the Agreement for Moldova to become a Participating State in the [EU Civil Protection Mechanism](#). Once the Agreement is ratified by Moldova, it will provisionally apply until the full entry into force on 1 January 2024.

This major step of Moldova joining the foundation of the EU's disaster risk management system was marked with a visit by the Commissioner for Crisis Management, Janez **Lenarčič**, to Chişinău, where he met Minister of Internal Affairs Adrian Efros. They both signed the Agreement to grant Moldova membership status in the EU Civil Protection Mechanism.

Commissioner for Crisis Management, Janez **Lenarčič**, said: "*Today, I am proud to welcome Moldova to the family of European rescuers: the EU Civil Protection Mechanism. While Russia's brutal attack against Ukraine resulted in thousands of Ukrainians fleeing from the war, Moldova proved itself to be a reliable partner. I want to thank the Moldovan civil protection authorities for their hard work. By Moldova joining the EU Civil Protection Mechanism, we can significantly enhance our emergency preparedness and build a more resilient disaster risk management system in Europe. We are stronger together.*"

Moldova has benefitted from the EU Civil Protection Mechanism to cope with a large-scale displacement triggered by Russia's invasion of Ukraine. Earlier this year, the EU has also deployed 36 power generators to 30 hospitals across Moldova from its rescEU energy reserve. Additionally, the EU has also supported Moldova with EUR 48 million in humanitarian aid since the start of Russia's war of aggression against Ukraine.

As a full member of the EU Civil Protection Mechanism, Moldova will not only be able to receive immediate support, but can also send assistance to countries affected by man-made or natural disasters through the Mechanism, leading to a stronger and better coordinated crisis response in Europe and in the rest of the world.

The press release is available [online](#).

(For more information: Balazs Ujvari - Tel.: +32 2 295 45 78; Daniel Puglisi - Tel.: +32 2 296 91 40)

Healthy seas: Commission leads common efforts to improve state of Baltic Sea

Today, Commissioner **Sinkevičius** is hosting the **second edition of the 'Our Baltic' Conference to address pressing environmental challenges in the Baltic Sea**. The high-level conference gathers ministers and high-level officials in charge of fisheries, agriculture, and environment from eight EU Baltic countries (Denmark, Estonia, Finland, Germany, Latvia, Lithuania, Poland, and Sweden).

Given the severe ecosystem problems of the Baltic Sea, the conference aims to help **strengthening and complementing short to medium-term actions that Member States can take to improve the Baltic Sea's ecosystem health**, as well as the state of fish stocks.

Commissioner **Sinkevičius** and the ministers committed today to safeguarding the delicate marine ecosystem of the Baltic Sea, with a special focus on the **removal of submerged munitions** that lie in its seabed since World Wars I and II.

In the afternoon, the ministers are expected to agree on **joint commitments to safely clean and manage submerged munitions in the Baltic Sea**, making it more sustainable for the generations to come. The **Commission** is joining these important efforts by providing concrete **budgetary support** through an open call for proposals of **€2 million** aiming to identify key geographical areas and to conduct appropriate risk assessments.

More information in our [press release](#).

(For more information: Adalbert Jahnz – Tel.: +32 2 295 31 56; Daniela Stoycheva – Tel.: +32 2 295 36 64)

State aid: Commission approves modifications to Belgian capacity mechanism

The European Commission has approved, under EU State aid rules, modifications to the Belgian capacity mechanism to safeguard security of electricity supply. The modifications will make the capacity mechanism more cost-efficient in its daily operation. It will also be more environmentally-friendly, with stricter carbon dioxide (CO₂) emission limits to better align with the [European Green Deal](#), and will contribute to ending dependence on Russian fossil fuels, under the [REPowerEU Plan](#).

Belgium notified to the Commission its plans to modify its capacity mechanism approved by the Commission in [August 2021](#) (SA.54915). The modified scheme, with a budget of €4 billion, will run until October 2031.

Belgium notified to the Commission modifications aimed at increasing the environmental-friendliness and cost-efficiency of the capacity mechanism. These modifications include: (i) **tightened carbon dioxide emission limits** for beneficiaries; (ii) a change in the **financing** mechanism (in the context of a broader reform of the Belgian Electricity Act); and (iii) **improvements to the daily operation** of the capacity mechanism based on experience gained during the first two capacity auctions held in Belgium.

The capacity mechanism is open to all technologies, in particular: (i) all electricity generation units, (ii) demand-response units and (iii) storage units, with the objective of ensuring their availability when the balance between supply and demand may be at risk. The capacity mechanism is also open to capacity providers active in other Member States. The beneficiaries will be selected through a competitive bidding process.

The Commission assessed the modifications under EU State aid rules, in particular [Article 107\(3\)\(c\)](#) of the Treaty on the Functioning of the European Union ('TFEU'), which enables Member States to

support the development of certain economic activities subject to certain conditions, and the [Guidelines on State aid for climate, environmental protection and energy 2022](#) (CEEAG).

Commissioner Didier **Reynders**, in charge of competition policy, said: "*Belgium's capacity mechanism, including the amendments approved today, contributes to ensuring security of electricity supply. At the same time, the scheme ensures that possible distortions of competition are kept to a minimum. The more environmental-friendly design of the mechanism is a positive development towards the achievement of the European Green Deal objectives. Commissioner Didier Reynders, in charge of competition policy.*"

A press release is available [online](#).

(For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 2 298 70 24; Sara Simonini- Tel.: +32 2 298 33 67)

State aid: Commission approves €106 million Greek measure to support completion of LNG terminal in Alexandroupolis

The European Commission has approved, under EU State aid rules, a **€106 million** Greek measure to support the completion of the construction of the **liquefied natural gas ('LNG') terminal in Alexandroupolis**. This measure will complement the Greek public support that was approved by the Commission in [June 2021](#) ([SA.55526](#)).

The Greek authorities notified the Commission of its plans to grant additional aid to Gastrade SA, the promoter and operator of the new terminal. The measure is aimed at enabling the beneficiary to complete the construction of the terminal as planned by end-2023. The aid will take the form of a direct grant.

The Commission assessed the measure under EU State aid rules, in particular [Article 107\(3\)\(c\)](#) of the Treaty on the Functioning of the EU, which allows Member States to support the development of certain economic activities under certain conditions, and the [2022 Guidelines on State aid for climate, environmental protection and energy](#) ('CEEAG'). The Commission found that the measure is necessary and appropriate to enable to beneficiary to continue with the project as planned. When approving the initial public support, the Commission had already considered that the project is needed to secure gas supply for Greece and the South-Eastern Europe region and that it will contribute to the [REPowerEU](#) strategic objective to achieve diversification of energy supplies and end dependence on Russian fossil fuels. The Commission concluded that the positive effects of the measure outweigh any possible negative effects on competition and trade in the EU. On this basis, the Commission approved the Greek measure under EU State aid rules.

The non-confidential version of the decision will be made available under the number SA.105781 in the [State aid register](#) on the Commission's [competition](#) website once any confidentiality issues have been resolved.

(For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 2 298 70 24; Sara Simonini- Tel.: +32 2 298 33 67)

State aid: Commission approves amendment to 2022-2027 regional aid map for Bulgaria

The European Commission has approved, under EU State aid rules, an amendment to Bulgaria's map for granting regional aid until 31 December 2027, within the framework of the regional aid guidelines.

On [15 December 2021](#), the Commission approved the 2022-2027 regional aid map for Bulgaria. On [30 May 2023](#), the Commission adopted a Communication regarding a possible **mid-term review** of the regional aid maps, taking into account updated statistics.

In this context, the amendment to Bulgaria's regional aid map approved today enables higher maximum amounts of aid to investments in regions experiencing a decrease in population. The maximum amounts of aid will increase from 50% to 60% of the eligible investment costs in the regions of Veliko Tarnovo, Ruse and Silistra. In Pernik, the maximum amounts of aid will increase from 20% to 25% until the end of 2024 and from 15% to 20% from 2025 until the end of 2027. The amended map will be in force from 1 January 2024 until 31 December 2027.

The non-confidential version of today's decision will be made available under the case number SA.108623 in the [State aid register](#) on the Commission's [competition](#) website once any confidentiality issues have been resolved.

(For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 2 298 70 24; Sara Simonini- Tel.: +32 2 298 33 67)

Concentrations : la Commission autorise l'acquisition de sept filiales de Swiss Steel par Jacquet Metals

La Commission européenne a approuvé, en vertu du règlement européen sur les concentrations, l'acquisition du contrôle exclusif de sept filiales contrôlées par Swiss Steel Holding AG, basée en Suisse, par Jacquet Metals S.A., basée en France.

La transaction concerne principalement le secteur de la distribution de produits en acier en Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Tchéquie et Slovaquie.

La Commission a conclu que l'acquisition envisagée ne soulèverait pas de problème de concurrence, compte tenu de son impact limité sur la concurrence sur les marchés où les parties sont actives. La transaction a été examinée dans le cadre de la procédure normale de contrôle des concentrations faisant suite à une demande de renvoi en vertu de l'article 4(5) du règlement européen sur les concentrations.

De plus amples informations sont disponibles sur le [site internet concurrence](#) de la Commission, dans le [registre public](#) des affaires sous le numéro d'affaire [M.11098](#).

(Pour plus d'informations: Arianna Podesta – Tél.: +32 2 298 70 24; Marta Pérez-Cejuela – Tél.: +32 2 296 37 70)

Mergers: Commission clears acquisition of Novamont by Versalis

The European Commission has approved, under the EU Merger Regulation, the acquisition of sole control of Novamont S.p.A. by Versalis S.p.A., both of Italy.

The transaction relates primarily to the market of bioproducts and biochemicals from renewable resources.

The Commission concluded that the notified transaction would not raise competition concerns, given the companies' limited combined market position resulting from the proposed transaction. The transaction was examined under the normal merger review procedure.

More information is available on the Commission's [competition](#) website, in the public [case register](#) under the case number [M.11150](#).

(For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 2 298 70 24; Marta Pérez-Cejuela – Tel.: +32 2 296 37 70)

Mergers: Commission clears acquisition of Aasaal by OIA and QIA

The European Commission has approved, under the EU Merger Regulation, the acquisition of joint control of Aasaal International Investment SAOC ('Aasaal') by the Oman Investment Authority ('OIA'), both of Oman, and the Qatar Investment Authority ('QIA'), of Qatar.

The transaction primarily relates to the hotel and accommodation sector in Oman.

The Commission concluded that the notified transaction would not raise competition concerns, given its limited impact in the European Economic Area. The notified transaction was examined under the simplified merger review procedure.

More information is available on the Commission's [competition](#) website, in the public [case register](#) under the case number [M.11191](#).

(For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 2 298 70 24; Marta Pérez-Cejuela – Tel.: +32 2 296 37 70)

ANNOUNCEMENTS

Fighting drug-trafficking: Commissioner Johansson hosts the second EU-Colombia Dialogue on Drugs

Today, Commissioner for Home Affairs, Ylva **Johansson**, will chair in Brussels, together with the Colombian Minister of National Defence, Iván Velásquez Gómez, the **second EU-Colombia Dialogue on Drugs**. The dialogue will address recent developments regarding drug related policies, enhancing cooperation on the reduction of drug supply, demand and harm. The discussions will also address the impact of illicit crops cultivation, drugs processing on the environment and the gender dimension of drug policy. The exchange of views is carried out at Ministerial level with representatives from Colombia, and EU Member States, alongside the Commission.

Following these discussions, Commissioner **Johansson** and Minister Velásquez Gómez will hold a press briefing at 13:00 CEST, broadcasted [live on EbS](#).

Both the EU and Colombia are concerned about the current escalation of global drug trafficking, posing a significant risk to our societies. The first EU-Colombia Dialogue on Drugs was held on 17 June 2022, in Bogotá.

To strengthen cooperation in the global fight against drug trafficking, Commissioner **Johansson** visited Colombia in February this year together with the Belgian Minister of Home Affairs, Annelies Verlinden. Then in March, the Commission proposed a joint project to strengthen the exchange of information between Europol and Colombia to bring criminals to justice and dismantle organised criminal structures that are behind the production and trafficking of drugs.

(For more information: Anitta Hipper - Tel.: +32 2 298 56 91, Fiorella Belciu - Tel.: +32 2 299 37 34)

La commissaire Kyriakides en Grèce pour lancer le mois de sensibilisation au cancer du sein

Demain, Stella **Kyriakides**, commissaire chargée de la santé et de la sécurité alimentaire, participera en Grèce à la marche « [Race for the Cure](#) » organisée à Ithaca. Dans le cadre du [Plan européen contre le cancer](#), la commissaire **Kyriakides** va marcher pour sensibiliser au cancer et lancer le [mois de sensibilisation au cancer du sein](#). Chaque année, le mois d'octobre est consacré à la sensibilisation au cancer du sein, le cancer le plus répandu en Europe et le cancer qui tue le plus chez la femme.

Le Plan européen contre le cancer est l'engagement politique de la Commission à faire reculer les chiffres du cancer, dans le cadre d'une union européenne de la santé forte. Doté d'un budget de quatre milliards d'euros, il couvre tous les aspects de la maladie, qu'il s'agisse de la prévention, de la détection précoce et du traitement, ainsi que de la qualité de vie des personnes atteintes du cancer. Depuis son lancement en 2021, ce tout premier plan global à l'échelle de l'UE qui traite du cancer a donné lieu à de nombreuses actions et mesures, y compris des dizaines de projets financés par le programme [EU4Health](#).

Dans le cadre de notre lutte contre le cancer, la Commission a également lancé une campagne de dépistage du cancer ([#CancerScreeningEU](#)) afin d'accroître la détection précoce dans l'UE. Dans le cadre des objectifs du Plan de lutte contre le cancer et des [nouvelles recommandations](#) de l'UE sur le dépistage du cancer, l'UE vise à faire en sorte que 90 % des personnes remplissant les conditions requises pour faire l'objet d'un dépistage du cancer du sein, du cancer du col de l'utérus et du cancer colorectal se voient proposer un tel dépistage d'ici à 2025.

Vous trouverez en ligne de plus amples informations sur les [projets contre le cancer](#) et sur la [campagne de dépistage du cancer](#).

(Pour plus d'informations : Stefan De Keersmaecker – Tél. : +32 2 298 46 80 ; Célia Dejond – Tél. : +32 2 298 81 99)

Commissioner Simson participates in International Climate and Energy Summit in Madrid

On Monday 2 October, Commissioner for Energy Kadri **Simson** will be in Madrid, Spain, to attend the [International Climate and Energy Summit: Building a Grand Coalition to keep 1.5°C within reach](#) hosted by the Government of Spain and International Energy Agency (IEA). The Summit will bring together energy and climate ministers from around the world just weeks before the COP28 Climate Change Conference, to build a coalition to accelerate momentum towards reaching the Paris Agreement goal of limiting global warming to 1.5 °C.

Commissioner **Simson** will participate in ministerial sessions focused on enabling a just transition

while moving away from fossil fuels, and how to rally countries around global targets for renewables and energy efficiency at COP28. The Commissioner will also attend a roundtable conversation with representatives of governments, industry and civil society.

Commissioner **Simson** will also hold a bilateral meeting with Teresa Ribera, Deputy Prime-Minister of the Spanish Government and Minister for Ecological Transition and the Demographic Challenge, to discuss current policy issues and ongoing legislative files, including the reform of the EU electricity market design.

(For more information: Tim McPhie – Tel.: +32 2 295 86 02; Giulia Bedini – Tel: +32 2 295 86 61; Ana Crespo Parrondo – Tel.: +32 2 298 13 25)

[Calendar](#) – Commissioners' weekly activities

[Tentative agendas](#) for forthcoming Commission meetings

Note that these items can be subject to changes.

[Upcoming events](#) of the European Commission

[Eurostat](#) press releases

MEX/23/4695